

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**











**ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA  
COMMUNICATION**

**Mise à disposition d'une solution logicielle (SaaS) d'analyse  
de personnalité à des fins de recrutement,**

N° du CCP : 25OCC09L

**Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie  
CCI Occitanie  
5 Rue DIEUDONNE COSTES  
31700 BLAGNAC**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Mise à disposition d'une solution logicielle (SaaS) d'analyse de personnalité à des fins de recrutement,
	<b>Type de contrat</b>	Accord-Cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	1 an
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel.....	6
4.2 - Obligations du titulaire.....	6
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	7
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.8 - Sort des données.....	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données.....	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	8
4.2.11 - Documentation.....	8
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	8
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Durée du contrat.....	9
5.2 - Reconduction.....	9
6 - Prix.....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
6.2 - Modalités de variation des prix.....	9
7 - Garanties Financières.....	10
8 - Avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement.....	11
9.4 - Paiement des cotraitants.....	11
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
11 – Prestations attendues :.....	12
11.1. Contexte et objet.....	12
11.2. Cadre juridique applicable.....	12
11.4 Description des prestations.....	12
11.4.1 Outil d'analyse de personnalité.....	12
11.4.2 Fonctionnalités attendues.....	12
11.4.3 : Déroulé d'un recrutement dans l'outil actuel :.....	13
11.4.4 Formation et accompagnement.....	13
11.5 Livrables attendus.....	13
11.6 Exigences techniques et sécurité.....	13
11 - Développement durable.....	14
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
12.1 - Vérifications.....	14
12.2 - Mise en Ordre de Marche.....	14
12.3 - Vérification d'Aptitude.....	14
12.4 - Vérification de Service Régulier.....	14
12.5 - Décision après vérification.....	15
13 - Garantie des prestations.....	15
14 - Infogérance.....	15
15 - Période d'intervention et accès aux locaux.....	15
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	16
17 - Pénalités.....	16
17.1 - Pénalités de retard.....	16
17.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	16
17.3 – Autre pénalité.....	16
Par dérogation aux conditions de l'article 14.1 du CCAG-TIC, au-delà de 48h d'indisponibilité de l'outil une pénalité journalière de 100 € HT par jour s'applique.....	16
17.4 - Pénalité pour travail dissimulé.....	16

18 - Assurances .....	17
19 - Clause de réexamen.....	17
20 - Résiliation du contrat .....	17
20.1 - Conditions de résiliation.....	17
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
21 - Règlement des litiges et langues .....	18
22 - Clauses complémentaires .....	18
22.1 - Circonstances imprévisibles.....	19
23 - Dérogations .....	19

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Mise à disposition d'une solution logicielle (SaaS) d'analyse de personnalité à des fins de recrutement,

Solution logicielle (SaaS) d'analyse de personnalité à des fins de recrutement, incluant :

- un outil numérique d'évaluation des « soft skills »,
- un accompagnement à l'analyse des résultats,
- des formations pour les utilisateurs RH.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

CCI Occitanie

31700 Blagnac

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-110 et L. 2113-11 du code de la commande publique, la CCI Occitanie a décidé de recourir à un accord-cadre non-alloté (lot unique), l'allotissement risquant de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et d'en accroître le coût.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la nature et la description des fournitures et/ou prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais d'exécution ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## **1.3 - Dispositif de vigilance**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires et la décomposition des prix forfaitaires
- Le cadre de réponse technique justifiant des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat (CRT)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le document Saas
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux accords-cadres publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (non fourni)
- Le cahier de clauses de livraison continue numérique, approuvé par l'arrêté du 14 décembre 2021 (non fourni)

## **3 - Intervenants**

### **3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur**

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations.

En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat : le recrutement, le choix de candidat en adéquation avec les spécificités des postes et emplois recrutés,

La durée du traitement des données est de 2 mois.

### **4.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### **4.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

[dpo@occitanie.cci.fr](mailto:dpo@occitanie.cci.fr)

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :  
par mail

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 6 mois

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **4.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **4.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",



- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution des prestations aura lieu dès la notification et la validation de la période initiale.

La période initiale démarre à compter de la mise à disposition des accès client et à l'issue de la formation utilisateur. Il sera établi un PV de démarrage de la prestation.

L'exécution des prestations aura lieu jusqu'au terme de l'accord-cadre toutes reconductions comprises.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du présent accord-cadre sont **révisibles annuellement**.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du trimestre en cours ; appelé " trimestre zéro ".

La révision s'effectuera à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times I / I_0$$

Où :

- **P** : prix révisé applicable à la période considérée,
- **P<sub>0</sub>** : prix initial fixé dans l'accord-cadre,
- **I** : valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises – Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 58.2 – Édition de logiciels Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766373) publié par l'INSEE, connu à la date de révision, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766373>
- **I<sub>0</sub>** : valeur de ce même indice au trimestre de notification de l'accord-cadre.

En cas de disparition ou de modification substantielle de l'indice de référence, un indice de substitution équivalent sera retenu d'un commun accord entre les parties, ou à défaut, selon les modalités prévues par l'INSEE.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur.

L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

Sans objet

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 022 478 00015

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par des dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande et les références de l'accord-cadre attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- 12° Les informations de révision de prix à leur échéance,

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Cette notification est faite par le biais du profil d'acheteur à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-TIC.

## **11 – Prestations attendues :**

### **11.1. Contexte et objet**

La CCI Occitanie souhaite acquérir une solution logicielle (SaaS) d'analyse de personnalité à des fins de recrutement, incluant :

- un outil numérique d'évaluation des soft skills,
- un accompagnement à l'analyse des résultats,
- des formations pour les utilisateurs RH.

### **11.2. Cadre juridique applicable**

1. Commande publique : procédure conforme au Code de la commande publique.

2. CCAG TIC 2021 : applicable pour les clauses contractuelles (maintenance, propriété intellectuelle, sécurité, etc.).

3. RGPD : traitement des données personnelles des candidats doit respecter les principes de :

- finalité déterminée,
- minimisation des données,
- transparence,
- sécurité des données,
- droit d'accès, de rectification et d'opposition.

4. IA Act (2025) :

- Interdiction des systèmes manipulant les comportements ou exploitant les vulnérabilités.
- Obligation de transparence sur le fonctionnement de l'IA.
- Documentation technique et évaluation des risques exigées pour les systèmes à impact sur les droits fondamentaux.

### **11.4 Description des prestations**

#### **11.4.1 Outil d'analyse de personnalité**

- Accessible via PC, tablette, smartphone.
- Sécurisé par mot de passe.
- Hébergement conforme aux normes RGPD (serveurs UE ou équivalent).
- 14 accès utilisateurs minimum.
- Création illimitée de dossiers.
- Paramétrage des emplois et soft skills associés.
- Adaptabilité des soft skills par poste (notamment en termes de capacité à manager - position de manager-coach, communication, relation clients, capacité d'adaptation, à fédérer, ...)

Pour Rappel : un poste est rattaché à un emploi, que cet emploi est identifié dans une grille de classification et qu'une liste de softskills est attachée à chaque emploi par la CCI. Plusieurs postes peuvent bien sûr être rattachés au même emploi.)

En cas d'évolutions de la classification des emplois et des soft-skills associées, il devra être possible de reparamétrer l'outil et d'adapter les soft-skills (ajout ou suppression).

#### **11.4.2 Fonctionnalités attendues**

- Questionnaire personnalisé.
- Analyse graphique et synthétique.
- Études détaillées :
  - de l'adéquation au poste,
  - des comportements,
  - des leviers de motivations
  - de potentialités d'évolution.
- Comparaison multi-candidats.

- Export des résultats.
- Interface RH
- Interface candidat.

#### **11.4.3 : Déroulé d'un recrutement dans l'outil actuel :**

1. Création par les RH des dossiers pour chaque recrutement
2. Définition des délais pour passer les tests,
3. Envoi d'une invitation avec le code d'accès aux candidats,
4. Information des RH lors du démarrage du test par les candidats,
5. Passage des tests par les candidats
6. Information lors de la finalisation du test par les candidats
7. Récupération des résultats
8. Restitution des résultats des tests aux RH

#### **11.4.4 Formation et accompagnement**

- Formation des RH à l'outil :
  - utilisation,
  - mode de fonctionnement,
  - méthodes d'analyse,
  - analyse
  - et restitution.
- Partie théorique : « de l'outil et de sa philosophie »
- Mise en situation réelle.
- Supports pédagogiques fournis dont Guide de lecture des résultats
- Calendrier de formation détaillé.

#### **11.5 Livrables attendus**

Présentation de l'outil (lien test, présentation démat, tuto...)

Guide utilisateur (RH et candidat)

Analyses synthétiques (avec présentation graphique et détaillées (mise en avant des attendus comportementaux et de l'analyse de personnalité).

Bilan comparatif des candidats.

Synthèses d'entretien

Supports pédagogiques des formations

Planning de déploiement et de formation.

#### **11.6 Exigences techniques et sécurité**

Conformité RGPD stricte.

Journalisation des accès.

Assistance technique (hotline) du lundi au vendredi, 9h-12h / 14h-17h.

Interlocuteur dédié.

Hébergement sécurisé : dans l'Union Européenne, dans un data center certifié ISO 27001 ou équivalent.

Journalisation : traçabilité des accès et actions sensible, conservation des journaux pendant 12 mois minimum.

Sécurité des données : protection contre les cyberattaques (pare-feu, antivirus, sauvegardes régulières).

Assistance technique : hotline disponible du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h, en français.

Interlocuteur dédié : un référent technique identifié.

Accès à la solution : L'accès à la solution s'effectue via une interface web accessible depuis un navigateur internet standard, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe

Nom de domaine : un nom de domaine ou sous-domaine doit être clair et simple (en accord avec le service RH)

- Le domaine devra être protégé par un certificat SSL/TLS valide (HTTPS obligatoire) et respecter les exigences en matière de sécurité et de confidentialité.

- Toute redirection ou modification du domaine devra être validée préalablement par le pouvoir adjudicateur.

Authentification et sécurité des accès :

- Authentification par mot de passe fort,
- Authentification multi facteur (MFA) disponible et optionnelle,
- Gestion fine des droits d'accès selon les profils utilisateurs (RH, Managers etc.)

Disponibilité et continuité de service : taux de disponibilité minimum de 99% mensuel hors maintenances planifiées.

Performances : temps de réponse rapide, stable même en période de forte sollicitation.

Compatibilité : La solution doit être accessible et compatible avec les navigateurs suivants minimum : EDGE, Chrome, FireFox.

## **11 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Les éléments suivants seront notamment contrôlés :

- L'accessibilité à la plateforme SaaS (URL, nom de domaine, comptes utilisateurs, environnements...),
- La conformité fonctionnelle de l'outil avec les exigences exprimées dans le CCTP,
- La mise à disposition des livrables contractuels (documentation, guides utilisateurs, etc.),
- La disponibilité du support technique et des moyens d'assistance prévus,
- Le bon déroulement de la mise en ordre de marche.

Les vérifications seront effectuées par les référents SI et RH.

### **12.2 - Mise en Ordre de Marche**

Le titulaire dispose de 15 jours à compter de la date de notification pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

### **12.3 - Vérification d'Aptitude**

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de réception et de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

### **12.4 - Vérification de Service Régulier**

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.  
Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

### **12.5 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

## **13 - Garantie des prestations**

S'agissant d'une solution logicielle Saas, les prestations feront l'objet d'une garantie dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission et tout au long de l'utilisation de la dite solution.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36.6 du CCAG-TIC.

## **14 – Infogérance et réversibilité**

Le présent accord-cadre intègre des prestations d'infogérance globale telles que définies à l'article 38.2 du CCAG-TIC.

Les prestations concernées et les niveaux de services à atteindre sont les suivants : infogérance globale de l'outil

Au terme de l'accord-cadre, toutes périodes de reconduction comprises, une période de transition est prévue afin de permettre le transfert de la responsabilité technique au nouveau titulaire du contrat comportant des prestations d'infogérance.

Cette période a une durée de 6 mois et débute à la date de notification du contrat.

Les modalités de la réversibilité sont les suivantes :

À l'issue du présent marché, pour quelque cause que ce soit (expiration, résiliation anticipée ou non-renouvellement), le titulaire s'engage à :

- Restituer à l'acheteur, dans un format exploitable et dans les délais fixés d'un commun accord et au plus tard dans un délai de 21 jours après la cessation du contrat), l'ensemble des données, documents, fichiers, configurations, paramétrages et résultats produits dans le cadre du marché.
- Assurer, à la demande de l'acheteur, un transfert d'informations et une assistance technique afin de garantir la reprise des prestations dans des conditions optimales.
- Maintenir les prestations nécessaires à la continuité du service pendant une période de transition pouvant aller jusqu'à 3 mois maximum à compter de la date de fin du marché, selon des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché.

Les coûts afférents aux opérations de réversibilité sont inclus dans le prix global du marché.

Le titulaire s'engage également à détruire, au terme du marché, toutes les copies des données qui ne seraient pas transférées.

## **15 - Période d'intervention et accès aux locaux**

La totalité des interventions seront effectuées sur le site du titulaire.

## **16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Tous les résultats, données, contenus, développements, traitements, rapports, statistiques ou tout autre livrable issus de l'utilisation de la solution logicielle objet du présent accord-cadre sont et demeurent la propriété exclusive de la CCI Occitanie.

Le titulaire cède à titre gratuit et exclusif à la CCI Occitanie, pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents auxdits résultats, notamment :

le droit de reproduction,  
le droit de représentation,  
le droit d'adaptation, de modification, de traduction,  
le droit d'exploitation sous toute forme et sur tout support, existant ou à venir.

Le titulaire s'interdit expressément de faire usage, à quelque titre que ce soit, des résultats issus de l'utilisation de l'outil, sans l'autorisation écrite et préalable de la CCI Occitanie, notamment à des fins d'analyse, de réutilisation ou de constitution de bases de données statistiques.

La présente cession est consentie sans contrepartie financière.

## **17 - Pénalités**

### **17.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100 €uros,

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **17.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Par dérogation aux conditions de l'article 14.2 du CCAG-TIC une pénalité journalière pour indisponibilité de 100 € HT par jour d'indisponibilité des prestations de maintenance s'applique.

### **17.3 – Autre pénalité**

Par dérogation aux conditions de l'article 14.1 du CCAG-TIC, au-delà de 48h d'indisponibilité de l'outil une pénalité journalière de 100 € HT par jour s'applique.

### **17.4 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.



Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **18 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **19 - Clause de réexamen**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## **20 - Résiliation du contrat**

### **20.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **21 - Règlement des litiges et langues**

### Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

### Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - Tél. : 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **22 - Clauses complémentaires**

Une clause de réexamen est introduite à l'article 1.7 du présent CCAP afin de prendre en compte l'évolution de l'objet de l'accord-cadre. Cette clause de réexamen permettra d'éviter la conclusion d'un avenant venant modifier le périmètre de l'accord-cadre et en bouleverser l'économie.

### **13.1 - Circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

### **22.1 - Circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

## **23 - Dérogations**

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 5.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1, 17.2, 17.3 du CCP déroge aux articles 14.1.3, 14.1.2, 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 20.1 du CCP déroge aux articles 47 à 54 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 20.1 du CCP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication